

Unité interdépartementale des Alpes du Sud  
84, rue des Artisans, ZI Saint-Joseph  
04100 Manosque

Manosque, le 26/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**POLONIO JM**

5574 RTE DE SAINT JEANNET MONTALEIGNE  
06700 Saint-Laurent-Du-Var

Références : DEP-MAN-2025-00109  
Code AIOT : 0006413208

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/04/2025 dans l'établissement POLONIO JM implanté D4202 Route de Nice 04320 Entrevaux. L'inspection a été annoncée le 08/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite faisant suite aux procédures administratives en cours.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- POLONIO JM
- D4202 Route de Nice 04320 Entrevaux
- Code AIOT : 0006413208
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installation irrégulière d'ISDI sur terres agricoles.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- ISDI

**2) Constats****2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle        | Référence réglementaire                       | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--------------------------|-----------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 2  | Situation administrative | Arrêté Préfectoral du 18/03/2021, article 1.2 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                        | 1 mois                |
| 3  | Situation administrative | Arrêté Préfectoral du 18/03/2021, article 2   | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                        | 3 mois                |
| 4  | Situation administrative | Arrêté Préfectoral du 18/03/2021, article 3   | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                        | 3 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle        | Référence réglementaire                       | Autre information |
|----|--------------------------|-----------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Situation administrative | Arrêté Préfectoral du 18/03/2021, article 1.1 | Sans objet        |

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Dans le cadre des procédures administratives en cours, les études ont été réalisées, les travaux sont en cours, mais ne sont pas finalisés, le service de l'Inspection reste dans l'attente de justificatifs que Mr Grac s'est engagé à transmettre à l'Inspection et notamment les analyses des déchets plastiques avec traçabilités d'évacuations des déchets et des terres, le dossier tiers demandeur pour se substituer à la société POLONIO pour les travaux de suppression et de remise en état.

**2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Situation administrative**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/03/2021, article 1.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Consignation                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La procédure de consignation prévue par l'article L 171-8 du code de l'environnement est engagée à l'encontre de la Société Polonio JM ( dont le siège social est situé au 5574 Route de Saint Jeannet 06700 Saint-Laurent-Du-Var - SIREN 432 334 761), pour défaut de suppression de son installation irrégulière de stockage de déchets située sur la commune d' Entrevaux (04320), parcelles C890, C891 et C931, pour un montant de (un million soixante-dix mille euros) 1 070 000 euros répondant du coût de prise en charge, de transport et de mise en ISDI (Installation de stockage de déchets inertes) des déchets.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection du 10/04/2025, l'Inspection a constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• que ce stockage irrégulier de déchets inertes sur les parcelles C891 et C931 a fait l'objet pour la partie ICPE : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ • d'un arrêté préfectoral portant mise en demeure de la société POLONIO de</li> </ul> </li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                         |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ régulariser sa situation administrative n°2018-262-009 du 19/09/2018,</li> <li>◦ d'un arrêté préfectoral portant suspension d'activité de la société POLONIO n°2018-262-010 du 19/09/2018,</li> <li>◦ d'un arrêté préfectoral portant mesures conservatoires n°2018-262-011 du 19/09/2018,</li> <li>◦ d'un arrêté préfectoral n°2019-086-003 du 27/03/2019 ordonnant à la société POLONIO la suppression de l'installation,</li> <li>◦ d'un arrêté préfectoral n°2021-077-006 prononce des sanctions administratives (astreinte pour 1500 euros/ jour et consignation de somme pour 1,068 M€) en application de l'article L.171-8 du Code de l'Environnement à l'encontre de la société POLONIO pour son installation de stockage de déchets inertes (ISDI),</li> <li>• que la procédure de consignation est toujours active,</li> <li>• que des réunions entre l'exploitant la SARL Polonio, le propriétaire des parcelles le GFA du Gravier, le bureau d'étude (BE) GINGER BURGEAP, la DDT et le service de l'inspection des installations ont eu lieu les 6/01/2023, 02/02/2023, 19/10/2023 et le 26/02/2024,</li> <li>• une étude de diagnostic de zone humide a été réalisée par le BE GINGER BURGEAP le 05/07/2023,</li> <li>• une étude d'impact hydraulique vis-à-vis du risque inondation a été réalisée par le BE GINGER BURGEAP le 21/09/2023,</li> <li>• qu'un compte rendu des travaux de retrait de matériaux en zone inondable et zone humide et de restauration de zone humide a été réalisé par le BE GINGER BURGEAP le 28/01/2025,</li> <li>• que des travaux de remise en conformité ont été entrepris mais ne sont pas finalisés.</li> </ul> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

## N° 2 : Situation administrative

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/03/2021, article 1.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Consignation                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Après avis de l'inspection de l'environnement, les sommes consignées pourront être restituées à Société Polonio au fur et à mesure de l'exécution par l'exploitant des mesures prescrites (évacuation des déchets et remise en état du site) selon les modalités suivantes, après constat effectif des travaux :</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection du 10/04/2025, l'Inspection a constaté:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• que des travaux de remise en conformité ont été réalisés,</li> <li>• que la zone de travaux a fait l'objet d'un balisage,</li> <li>• qu'une les déchets inertes (terres) se trouvant dans la zone humide ont été évacués sur les parcelles en chantiers du GFA du Gravier, chantier couvert par la DP DP0040762300022 avec certificat de non opposition à une déclaration préalable délivré par le Maire d'Entrevaux le 16/02/2024,</li> <li>• que lors des travaux de restauration de la zone humide ont commencé le 22/11/2024 ,il a été découvert des plastiques sous les remblais, une plainte a été déposée à la gendarmerie d'Entrevaux le 13/12/2024,</li> <li>• que ces déchets de plastiques ont été entreposés à proximité des installations SUEZ sur la parcelle C0931 en attendant d'être triés et évacués vers les filières agréées,</li> <li>• qu'une partie des terres en remblais hors zone humide entreposées par la société</li> </ul> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>POLONIO sur les parcelles Section C 891 et 931 sont encore en place,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• que le propriétaire des parcelles, le GFA du Gravier représenté par Mr GRAC Yvan indique que la régularisation sera faite par la procédure de tiers demandeur conformément à l'article R-512-21 du code de l'environnement,</li> <li>• qu'à ce jour Mr Grac n'a toujours pas déposé le dossier tiers demandeur conformément à ces engagements transmis par courrier du 27/05/2025.</li> </ul> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est attendu de la part de l'exploitant et de M Grac :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de déposer le dossier tiers demandeur sous un mois à compter de la réception du présent rapport,</li> <li>• de fournir les éléments de traçabilités de l'évacuation des déchets plastiques ainsi que les terres issues du tri avec ces plastiques.</li> </ul>                                                                     |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

### N° 3 : Situation administrative

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/03/2021, article 2</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Astreinte</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La procédure d'astreinte prévue par l'article L 171-8 du code de l'environnement est engagée à l'encontre de la Société Polonio JM (dont le siège social est situé au 5574 Route de Saint Jeannet 06700 Saint-Laurent-Du-Var), pour défaut de suppression de son installation irrégulière de stockage de déchets située sur la commune d'Entrevaux (04320), parcelles C890, C891 et C931, pour un montant de (mille cinq cents) 1 500 euros par jour. L'astreinte prend fin le jour de l'inspection attestant de la remise en état du site (arrêté préfectoral n° 2019-086-003 portant suppression d'installation).</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection du 10/04/2025, l'Inspection a constaté:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• que la société POLONIO a fourni les études (diagnostic de zones humides, modélisation, restauration de zones humides et suivi des travaux) effectuées par le BE GINGER BURGEAP,</li> <li>• que les travaux de restauration de la zone humide ont été effectués et doivent être validés par les services de la DDT,</li> <li>• que les travaux de remise en état ne sont pas encore finalisés.</li> </ul>                                                                                                                    |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est attendu de la part de la société POLONIO ou du propriétaire des parcelles M Grac Yvan de régulariser le site par le dépôt du dossier tiers demandeur et de finaliser les opérations de remise en état.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

**N° 4 : Situation administrative**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/03/2021, article 3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Amende administrative                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Une amende administrative d'un montant de (quinze mille euros) 15 000 euros est infligée à la société Société Polonio JM (dont le siège social est situé au 5574 Route de Saint Jeannet 06700 Saint-Laurent-Du-Var), pour défaut de suppression de son installation irrégulière de stockage de déchets située sur la commune d'Entrevaux (04320), parcelles C890, C891 et C931. |
| <b>Constats :</b><br>Lors de l'inspection du 10/04/2025, l'Inspection a constaté que les travaux de suppressions et de remise en état n'étaient pas finalisés. Voir constat 2 et 3.                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |